Paris. — J. Claye, imp. Furne et Cᵉ, éditeurs.

Anacharsis Clootz.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CAMPAGNE DE 1793.

Retour de Danton. — Division dans le parti de la Montagne; dantonistes et hébertistes. — Politique de Robespierre et du comité de salut public. — Danton, accusé aux Jacobins, se justifie; il est défendu par Robespierre. — Abolition du culte de la Raison. — Derniers perfectionnements apportés au gouvernement dictatorial révolutionnaire. — Énergie du comité contre tous les partis. — Arrestation de Ronsin, de Vincent, des quatre députés auteurs du faux décret, et des agents présumés de l'étranger. — Fin de la campagne de 1793. Manœuvre de

Hoche dans les Vosges. Retraite des Autrichiens et des Prussiens. Déblocus de Landau. — Opérations à l'armée d'Italie. — Siége et prise de Toulon par l'armée républicaine. — Derniers combats et échecs aux Pyrénées. — Excursion des Vendéens au delà de la Loire. — Nombreux combats; échecs de l'armée républicaine. — Défaite des Vendéens au Mans, et leur destruction complète à Savenay. — Coup d'œil général sur la campagne de 1793.

Depuis la chute des girondins, le parti montagnard, resté seul et victorieux, avait commencé à se fractionner. Les excès toujours plus grands de la révolution achevèrent de le diviser tout à fait, et l'on touchait à une rupture prochaine. Beaucoup de députés avaient été émus du sort des girondins, de Bailly, de Brunet, de Houchard; d'autres blâmaient les violences commises à l'égard du culte, les jugeaient impolitiques et dangereuses. Ils disaient que de nouvelles superstitions succédaient à celles qu'on voulait détruire, que le prétendu culte de la Raison n'était que celui de l'athéisme, que l'athéisme ne pouvait convenir à un peuple, et que ces extravagances étaient payées par l'étranger. Au contraire, le parti qui régnait aux Cordeliers et à la commune, qui avait Hébert pour écrivain, Ronsin et Vincent pour chefs, Chaumette et Clootz pour apôtres, soutenait que ses adversaires voulaient ressusciter une faction modérée, et amener une nouvelle division dans la république.

Danton était revenu de sa retraite. Il ne disait pas sa pensée, mais un chef de parti voudrait en vain la cacher; elle se répand de proche en proche, et devient bientôt manifeste à tous les esprits. On savait qu'il aurait voulu empêcher l'exécution des girondins, et qu'il avait été vivement touché de leur fin tragique; on savait que, partisan et inventeur des moyens révolutionnaires, il commençait à en blâmer l'emploi féroce et aveugle, que la violence ne lui semblait pas devoir se prolonger au delà du danger, et qu'à la fin de la campagne actuelle et après l'expulsion entière des ennemis, il voulait faire rétablir le règne des lois douces et équitables. On n'osait pas l'attaquer à la tribune des clubs; Hébert n'osait pas l'insulter dans sa feuille du *Père Duchêne;* mais on répandait verbalement les bruits les plus insidieux; on insinuait des soupçons sur sa probité; on rappelait avec plus de perfidie que jamais les concussions de la Belgique, et on lui en attribuait une partie; on était même allé jusqu'à dire, pendant sa retraite à Arcis-sur-Aube, qu'il avait émigré en emportant ses richesses. On lui associait, comme ne valant pas mieux, Camille Desmoulins, son ami, qui avait partagé sa pitié pour les girondins et avait défendu Dillon; Philippeaux, qui revenait de la Vendée, furieux contre les désorganisateurs, et tout prêt à dénoncer Ronsin et Rossignol. On rangeait encore dans son parti tous ceux qui, de quelque manière, avaient démérité des révolutionnaires ardents, et le nombre commençait à en être assez grand.

Julien de Toulouse, déjà fort suspect par ses liaisons avec d'Espagnac et avec les fournisseurs, avait achevé de se compromettre par un rapport sur les administrations fédéralistes, dans lequel il s'efforçait d'excuser les torts de la plupart d'entre elles. A peine l'eut-il prononcé, que les cordeliers et les jacobins soulevés l'obligèrent à se rétracter. Ils firent une enquête sur sa vie privée; ils découvrirent qu'il vivait avec des agioteurs, qu'il avait une ci-devant comtesse pour maîtresse, et ils le déclarèrent tout à la fois corrompu et modéré. Fabre d'Églantine venait tout à coup de changer de situation, et déployait un luxe qu'on ne lui connaissait pas auparavant. Chabot, le capucin Chabot, qui, en entrant dans la révolution, n'avait que sa pension ecclésiastique, venait aussi d'étaler un beau mobilier, et d'épouser la jeune sœur des deux Frey, avec une dot de deux cent mille livres. Ce changement de fortune si prompt excita des soupçons contre les nouveaux enrichis, et bientôt une proposition qu'ils firent à la Convention acheva de les perdre. Un député, Osselin, venait d'être arrêté pour avoir, dit-on, caché une émigrée. Fabre, Chabot, Julien, Delaunay, qui n'étaient pas tranquilles pour eux-mêmes; Bazire, Thuriot, qui n'avaient rien à se reprocher, mais qui voyaient avec effroi qu'on ne ménageât pas même les membres de la Convention, proposèrent un décret portant qu'aucun député ne pourrait être arrêté sans auparavant être entendu à la barre. Ce décret fut adopté, mais tous les

clubs et les jacobins se soulevèrent, et prétendirent qu'on voulait renouveler l'*inviolabilité*. Ils le firent rapporter, et commencèrent l'enquête la plus sévère sur ceux qui l'avaient proposé, sur leur conduite et sur l'origine de leur subite fortune. Julien, Fabre, Chabot, Delaunay, Bazire, Thuriot, dépopularisés en quelques jours, furent rangés dans le parti des hommes équivoques et modérés. Hébert les couvrit d'injures grossières dans sa feuille, et les livra à la vile populace.

Quatre ou cinq autres individus partagèrent encore le même sort, quoique jusqu'ici reconnus excellents patriotes. C'étaient Proli, Pereyra, Gusman, Dubuisson et Desfieux. Nés presque tous sur le sol étranger, ils étaient venus, comme les deux Frey et comme Clootz, se jeter dans la révolution française, par enthousiasme, et probablement aussi par besoin de faire fortune. On ne s'inquiéta pas de ce qu'ils étaient, tant qu'on les vit abonder dans le sens de la révolution. Proli, qui était de Bruxelles, fut envoyé avec Pereyra et Desfieux auprès de Dumouriez, pour découvrir ses intentions. Ils le firent expliquer, et vinrent, comme nous l'avons rapporté, le dénoncer à la Convention et aux Jacobins. C'était bien jusque-là; mais ils avaient été employés par Lebrun, parce qu'étant étrangers et instruits, ils pouvaient rendre des services aux relations extérieures. En approchant Lebrun, ils apprirent à l'estimer, et ils le défendirent plus tard. Proli avait connu beaucoup Dumouriez, et, malgré la défection de ce général, il avait persisté à vanter ses talents et à dire qu'on aurait pu le conserver à la république. Enfin presque tous, connaissant mieux les pays voisins, avaient blâmé l'application du système jacobin à la Belgique et aux provinces réunies à la France. Leurs propos furent recueillis, et lorsqu'une défiance générale fit imaginer l'intervention secrète d'une faction étrangère, on commença à les soupçonner et à se raviser sur leurs discours. On sut que Proli était fils naturel de Kaunitz; on supposa qu'il était le meneur en chef, et on les métamorphosa tous en espions de Pitt et de Cobourg. Bientôt la fureur n'eut plus de bornes, et l'exagération même de leur patriotisme, qu'ils croyaient propre à les justifier, ne servit qu'à les compromettre davantage. On les confondit avec le parti des équivoques, des modérés. Ainsi, dès que Danton ou ses amis avaient quelque observation à faire sur les fautes des agents ministériels ou sur les violences exercées contre le culte, le parti Hébert, Vincent et Ronsin, répondait en criant à la modération, à la corruption, à la faction étrangère.

Suivant l'usage, les modérés renvoyaient à leurs adversaires cette accusation, et leur disaient : C'est vous qui êtes les complices de ces étrangers; tout vous rapproche, et la commune violence de votre langage, et le projet de tout bouleverser en poussant tout au pire. Voyez, ajoutaient-ils, cette commune qui s'arroge une autorité législative, et rend des lois sous le titre modeste d'arrêtés; qui règle tout, police, subsistances, culte; qui substitue de son chef une religion à une autre, remplace les anciennes superstitions par des superstitions nouvelles, prêche l'athéisme, et se fait imiter par toutes les municipalités de la république; voyez ces bureaux de la guerre, d'où s'échappent une foule d'agents qui vont dans les provinces rivaliser avec les représentants, exercer les plus grandes vexations, et décrier la révolution par leur conduite; voyez cette commune et ces bureaux! que veulent-ils, sinon usurper l'autorité législative et exécutive, déposséder la Convention, le comité, et dissoudre le gouvernement? Qui peut les pousser à ce but, sinon l'étranger?

Au milieu de ces agitations et de ces querelles, l'autorité devait prendre un parti vigoureux. Robespierre pensait, avec tout le comité, que ces accusations réciproques étaient extrêmement dangereuses. Sa politique, comme on l'a déjà vu, avait consisté, depuis le 31 mai, à empêcher un nouveau débordement révolutionnaire, à rallier l'opinion autour de la Convention, et la Convention autour du comité, afin de créer un pouvoir énergique, et il s'était servi pour cela des jacobins, tout-puissants alors sur l'opinion. Ces nouvelles accusations contre les patriotes accrédités, comme Danton, Camille Desmoulins, lui semblaient très-dangereuses. Il avait peur qu'aucune réputation ne résistât aux imaginations déchaînées; il craignait que les violences à l'égard du culte n'indisposassent une partie de la

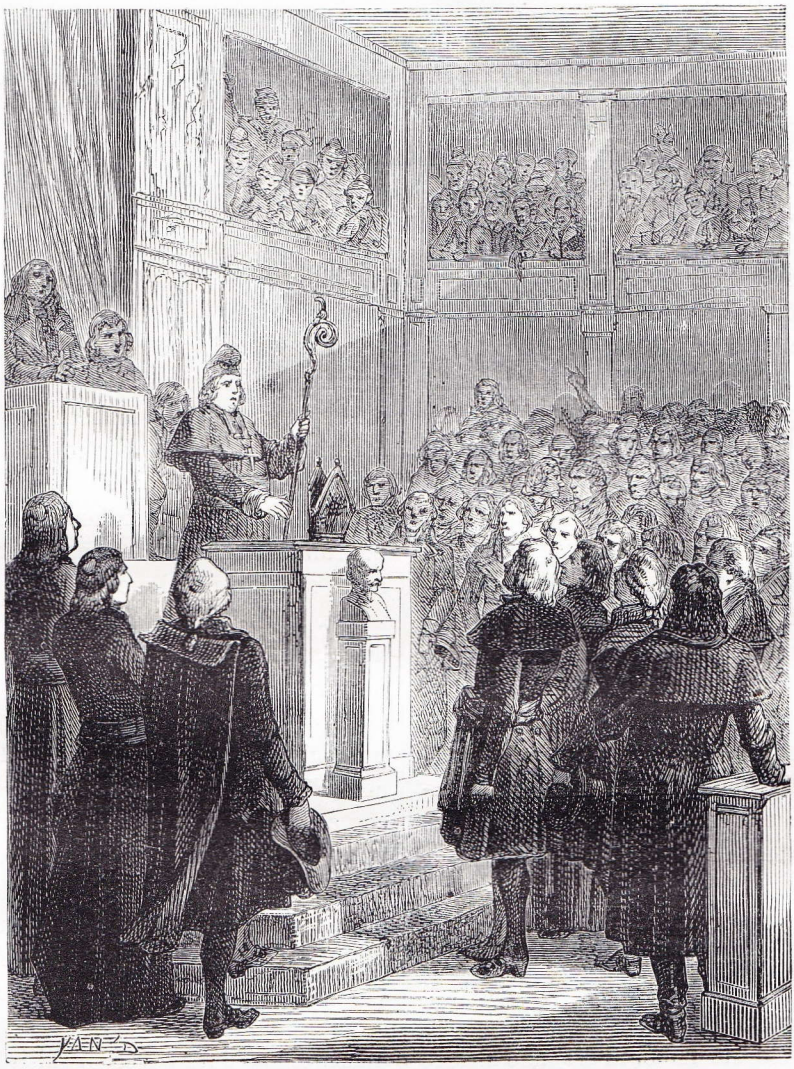
France, et ne fissent passer la révolution pour athée ; il croyait voir enfin la main de l'étranger dans cette vaste confusion. Aussi ne manqua-t-il pas l'occasion que bientôt Hébert lui offrit de s'en expliquer aux Jacobins.

Les dispositions de Robespierre avaient percé. On répandait sourdement qu'il allait faire sévir contre Pache, Hébert, Chaumette, Clootz, auteurs du mouvement contre le culte. Proli, Desfieux, Pereyra, déjà compromis et menacés, voulaient rattacher leur cause à celle de Pache, Chaumette, Hébert ; ils virent ces derniers, et leur dirent qu'il y avait une conspiration contre les meilleurs patriotes ; qu'ils étaient tous également en danger, et qu'il fallait se soutenir et se garder réciproquement. Hébert se rend alors aux Jacobins, le 1er frimaire (21 novembre), et se plaint d'un plan de désunion tendant à diviser les patriotes. « De toutes parts, dit-il, je « rencontre des gens qui me complimentent « de n'être pas arrêté. On répand que Robes- « pierre doit me dénoncer, moi, Chaumette « et Pache !... Quant à moi, qui me mets tous « les jours en avant pour les intérêts de la « patrie, et qui dis tout ce qui me passe par « la tête, cela pourrait avoir quelque fonde- « ment ; mais Pache... Je connais toute l'es- « time qu'a pour lui Robespierre, et rejette « bien loin de moi une pareille idée. On a dit « aussi que Danton avait émigré, qu'il était « allé en Suisse chargé des dépouilles du « peuple... Je l'ai rencontré ce matin dans les « Tuileries, et puisqu'il est à Paris, il faut « qu'il vienne s'expliquer fraternellement aux « Jacobins. Tous les patriotes se doivent de « démentir les bruits injurieux qui courent sur « leur compte. » Hébert rapporte ensuite qu'il tient une partie de ces bruits de Dubuisson, lequel a voulu lui dévoiler une conspiration contre les patriotes ; et, suivant l'usage de tout rejeter sur les vaincus, il ajoute que la cause des troubles est dans les complices de Brissot qui vivent encore, et dans les Bourbons qui restent au Temple. Robespierre monte aussitôt à la tribune : « Est-il vrai, dit-il, que nos plus dangereux « ennemis soient les restes impurs de la race « de nos tyrans ? Je vote en mon cœur pour « que la race des tyrans disparaisse de la « terre ; mais puis-je m'aveugler sur la situa- « tion de mon pays, au point de croire que « cet événement suffirait pour éteindre le « foyer des conspirations qui nous déchirent ? « A qui persuadera-t-on que la punition de « la méprisable sœur de Capet en imposerait « plus à nos ennemis que celle de Capet lui- « même et de sa criminelle compagne ?

« Est-il vrai encore que la cause de nos « maux soit le fanatisme ? Le fanatisme ! il « expire. Je pourrais même dire qu'il est « mort. En dirigeant depuis quelques jours « toute notre attention contre lui, ne la dé- « tourne-t-on pas de nos véritables dangers ? « Vous avez peur des prêtres, et ils s'empres- « sent d'abdiquer leurs titres pour les échan- « ger contre ceux de municipaux, d'adminis- « trateurs, et même de présidents de sociétés « populaires... Ils étaient naguère fort atta- « chés à leur ministère quand il leur valait « soixante-dix mille livres de rente ; ils l'ont « abdiqué dès qu'il n'en a plus valu que six « mille... Oui, craignez non pas leur fana- « tisme, mais leur ambition ! non pas l'habit « qu'ils portaient, mais la peau nouvelle qu'ils « ont revêtue ! craignez non pas l'ancienne « superstition, mais la nouvelle et fausse su- « perstition qu'on veut feindre pour nous « perdre ! »

Ici Robespierre, abordant franchement la question des cultes, ajoute :

« Que des citoyens animés par un zèle pur « viennent déposer sur l'autel de la patrie « les monuments inutiles et pompeux de la « superstition, pour les faire servir au triom- « phe de la liberté, la patrie et la raison sou- « rient à ces offrandes ; mais de quel droit « l'aristocratie et l'hypocrisie viendraient- « elles mêler ici leur influence à celle du ci- « visme ? De quel droit des hommes inconnus « jusqu'à ce jour dans la carrière de la révo- « lution viendraient-ils chercher, au milieu « de tous ces événements, les moyens d'usur- « per une fausse popularité, d'entraîner les « patriotes mêmes à de fausses mesures, et de « jeter parmi nous le trouble et la discorde ? « De quel droit viendraient-ils troubler la li- « berté des cultes au nom de la liberté, et « attaquer le fanatisme par un fanatisme nou- « veau ? De quel droit feraient-ils dégénérer



Gobel, évêque de Paris, abdique l'épiscopat. (Page 701.)

« les hommages solennels rendus à la vérité « pure en des farces éternelles et ridicules ?

« On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques, la Convention avait proscrit le culte catholique. Non, la Convention n'a point fait cette démarche, et ne la fera jamais. Son intention est de maintenir la liberté des cultes qu'elle a proclamée, et de réprimer en même temps tous ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre public. Elle ne permettra pas qu'on persécute les ministres paisibles des diverses religions, et elle les punira avec sévérité, toutes les fois qu'ils oseront se prévaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens, et pour armer les préjugés ou le royalisme contre la république.

« Il est des hommes qui veulent aller plus loin ; qui, sous le prétexte de détruire la superstition, veulent faire une sorte de religion de l'athéisme lui-même. Tout philosophe, tout individu peut adopter là-dessus l'opinion qui lui plaira ; quiconque voudrait lui en faire un crime est un insensé ; mais l'homme public, mais le législateur serait cent fois plus insensé, qui adopterait un

« pareil système. La Convention nationale « l'abhorre. La Convention n'est point un fai- « seur de livres et de systèmes. Elle est un « corps politique et populaire. L'athéisme est « *aristocratique*. L'idée d'un grand Être qui « veille sur l'innocence opprimée et qui punit « le crime triomphant, est toute populaire. « Le peuple, les malheureux m'applaudis- « sent; si je trouvais des censeurs, ce serait « parmi les riches et parmi les coupables. « J'ai été, dès le collége, un assez mauvais « catholique; je n'ai jamais été ni un ami « froid, ni un défenseur infidèle de l'huma- « nité. Je n'en suis que plus attaché aux idées « morales et politiques que je viens de vous « exposer. *Si Dieu n'existait pas, il faudrait* « *l'inventer*. »

Robespierre après avoir fait cette profession de foi, impute à l'étranger les persécutions dirigées contre le culte et les calomnies répandues contre les meilleurs patriotes. Robespierre, qui était extrêmement défiant, et qui avait supposé les girondins royalistes, croyait beaucoup à la faction de l'étranger, laquelle n'était représentée, comme nous l'avons dit, que par quelques espions envoyés aux armées, et quelques banquiers intermédiaires de l'agiotage et correspondants des émigrés. « Les étrangers, dit-il, ont deux « espèces d'armées : l'une, sur nos frontières, « est impuissante et près de sa ruine, grâce « à nos victoires; l'autre, plus dangereuse, « est au milieu de nous. C'est une armée « d'espions, de fripons stipendiés, qui s'in- « troduisent partout, même au sein des so- « ciétés populaires. C'est une faction qui a « persuadé à Hébert que je voulais faire ar- « rêter Pache, Chaumette, Hébert, toute la « commune. Moi, poursuivre Pache, dont j'ai « toujours admiré et défendu la vertu simple « et modeste, moi qui ai combattu pour lui « contre Brissot et ses complices! » Robespierre loue Pache et se tait sur Hébert. Il se contente de dire qu'il n'a pas oublié les services de la commune dans les jours où la liberté était en péril. Se déchaînant ensuite contre ce qu'il appelle la faction étrangère, il fait tomber le courroux des jacobins sur Proli, Dubuisson, Pereyra, Desfieux. Il raconte leur histoire, il les dépeint comme les agents de Lebrun et de l'étranger, chargés d'envenimer les haines, de diviser les patriotes et de les animer les uns contre les autres. A la manière dont il s'exprime, on voit que la haine qu'il éprouve contre d'anciens amis de Lebrun se mêle pour beaucoup à sa défiance. Enfin il les fait chasser tous quatre de la société, au bruits des plus grands applaudissements, et il propose un scrutin épuratoire pour tous les jacobins.

Ainsi Robespierre avait frappé d'anathème le nouveau culte, avait donné une leçon sévère à tous les brouillons, n'avait rien dit de bien rassurant pour Hébert, ne s'était pas compromis jusqu'à louer ce sale écrivain, et avait fait retomber tout l'orage sur des étrangers qui eurent le malheur d'être amis de Lebrun, d'admirer Dumouriez et de blâmer notre système politique dans les pays de conquête. Enfin il s'était arrogé la recomposition de la société, en faisant décider qu'il y aurait un scrutin épuratoire.

Pendant les jours suivants, Robespierre poursuit son système; il vient lire aux Jacobins des lettres anonymes, d'autres interceptées, prouvant que l'étranger, s'il n'est pas l'auteur des extravagances du nouveau culte et des calomnies à l'égard des meilleurs patriotes, les approuve au moins et les désire. Danton avait en quelque sorte reçu d'Hébert l'invitation de s'expliquer. Il ne le fait pas d'abord, pour ne pas obéir à une sommation; mais quinze jours après, il saisit une circonstance favorable pour prendre la parole. Il s'agissait de fournir à toutes les sociétés populaires un local aux dépens de l'État. Il présente à ce sujet diverses observations, et en prend occasion de dire que si la Constitution doit être endormie pendant que le peuple frappe et épouvante les ennemis de ses opérations révolutionnaires, il faut cependant se défier de ceux qui veulent porter ce même peuple au delà des bornes de la révolution. Coupé de l'Oise réplique à Danton, et dénature ses idées en les combattant. Danton remonte aussitôt à la tribune, et essuie des murmures. Il somme alors ceux qui ont contre lui des motifs de défiance de préciser leurs accusations, afin qu'il puisse y répondre publiquement. Il se plaint de cette défaveur qui

se manifeste en sa présence. Ai-je donc perdu, s'écrie-t-il, ces « traits qui caractérisent la « figure d'un homme libre? » Et en proférant ces mots, il agitait cette tête qu'on avait tant vue, tant rencontrée dans les orages de la révolution, et qui avait toujours soutenu l'audace des républicains et jeté la terreur chez les aristocrates. « Ne suis-je plus, ajoute-t-il, « ce même homme qui s'est trouvé à vos côtés dans tous les moments de crise? Ne « suis-je plus cet homme tant persécuté, tant « connu de vous; cet homme que vous avez « si souvent embrassé comme votre ami, et « avec lequel vous avez fait le serment de « mourir dans les mêmes périls? » Il rappelle alors qu'il fut le défenseur de Marat, et il est ainsi obligé de se couvrir de l'ombre de cet être qu'il avait autrefois protégé et dédaigné. « Vous serez étonnés, dit-il, quand je vous « ferai connaître ma conduite privée, de voir « que la fortune colossale que mes ennemis « et les vôtres m'ont prêtée se réduit à la petite portion de bien que j'ai toujours eue. « Je défie les malveillants de fournir aucune « preuve contre moi. Tous leurs efforts ne « pourront m'ébranler. Je veux rester debout « en face du peuple, vous me jugerez en sa « présence. Je ne déchirerai pas plus la page « de mon histoire que vous ne déchirerez la « vôtre... » Danton demande, en finissant, une commission pour examiner les accusations portées contre lui. Robespierre s'élance alors à la tribune avec un empressement extrême. « Danton, s'écrie-t-il, vous demande une « commission pour examiner sa conduite; j'y « consens s'il pense que cette mesure lui soit « utile. Il veut qu'on précise les griefs portés « contre lui; eh bien! je vais le faire. Danton, « tu es accusé d'avoir émigré. On a dit que tu « avais passé en Suisse; que ta maladie était « feinte pour cacher au peuple ta fuite; on a « dit que ton ambition était d'être régent sous « Louis XVII; qu'à une époque déterminée « tout a été préparé pour proclamer ce rejeton des Capets; que tu étais le chef de la « conspiration; que ni Pitt, ni Cobourg, ni « l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la Prusse, « n'étaient nos véritables ennemis, mais que « c'était toi seul; que la Montagne était composée de tes complices; qu'il ne fallait pas « s'occuper des agents envoyés par les puissances étrangères; que leurs conspirations « étaient des fables dignes de mépris; en un « mot, qu'il fallait t'égorger, toi, toi seul!... » Des applaudissements universels couvrent la voix de Robespierre. Il reprend : « Ne « sais-tu pas, Danton, que plus un homme a « de courage et de patriotisme, plus les ennemis de la chose publique s'attachent à sa « perte? Ne sais-tu pas, et ne savez-vous pas « tous, citoyens, que cette méthode est infaillible? Eh! si le défenseur de la liberté « n'était pas calomnié, ce serait une preuve « que nous n'aurions plus ni nobles ni prêtres « à combattre! » Faisant alors allusion aux feuilles d'Hébert, où lui, Robespierre, était fort loué, il ajoute : « Les ennemis de la patrie semblent m'accabler de louanges exclusivement. Mais je les répudie. Croit-on qu'à « côté de ces éloges que l'on répète dans certaines feuilles, je ne vois pas le couteau « avec lequel on a voulu égorger la patrie? « La cause des patriotes est comme celle des « tyrans; ils sont tous solidaires. Je me trompe « peut-être sur Danton; mais, vu dans sa famille, il ne mérite que des éloges. Sous les « rapports politiques, je l'ai observé; une différence d'opinion me le faisait étudier avec « soin, souvent avec colère; il ne s'est pas « assez hâté, je le sais, de soupçonner Dumouriez; il n'a pas assez haï Brissot et ses « complices; mais, s'il n'a pas toujours été « de mon avis, en conclurai-je qu'il trahissait « la patrie? Non, je la lui ai toujours vu servir avec zèle. Danton veut qu'on le juge; il « a raison. Qu'on me juge aussi! qu'ils se « présentent ces hommes qui sont plus patriotes que nous! Je parie que ce sont des « nobles, des privilégiés, des prêtres. Vous y « trouverez un marquis, et vous aurez la « juste mesure du patriotisme des gens qui « nous accusent. »

Robespierre demande ensuite que tous ceux qui ont quelque reproche à faire à Danton prennent la parole. Personne ne l'ose. Momoro lui-même, l'un des amis d'Hébert, est le premier à s'écrier que, personne ne se présentant, c'est une preuve qu'il n'y a rien à dire contre Danton. Un membre demande alors que le président lui donne l'accolade

fraternelle. On y consent, et Danton, s'approchant du bureau, reçoit l'accolade au milieu des applaudissements universels.

La conduite de Robespierre dans cette circonstance avait été généreuse et habile. Le danger commun à tous les bons patriotes, l'ingratitude qui payait les services de Danton, enfin une supériorité décidée, avaient arraché Robespierre à son égoïsme habituel; et, cette fois, plein de bons sentiments, il avait été plus éloquent qu'il n'était donné à sa nature de l'être. Mais le service qu'il rendit à Danton fut plus utile à la cause du gouvernement et des vieux patriotes qui le composaient, qu'à Danton lui-même, dont la popularité était perdue. On ne refait pas l'enthousiasme, et l'on ne pouvait pas présumer encore d'assez grands dangers publics pour que Danton trouvât, par son courage, le moyen de regagner son influence.

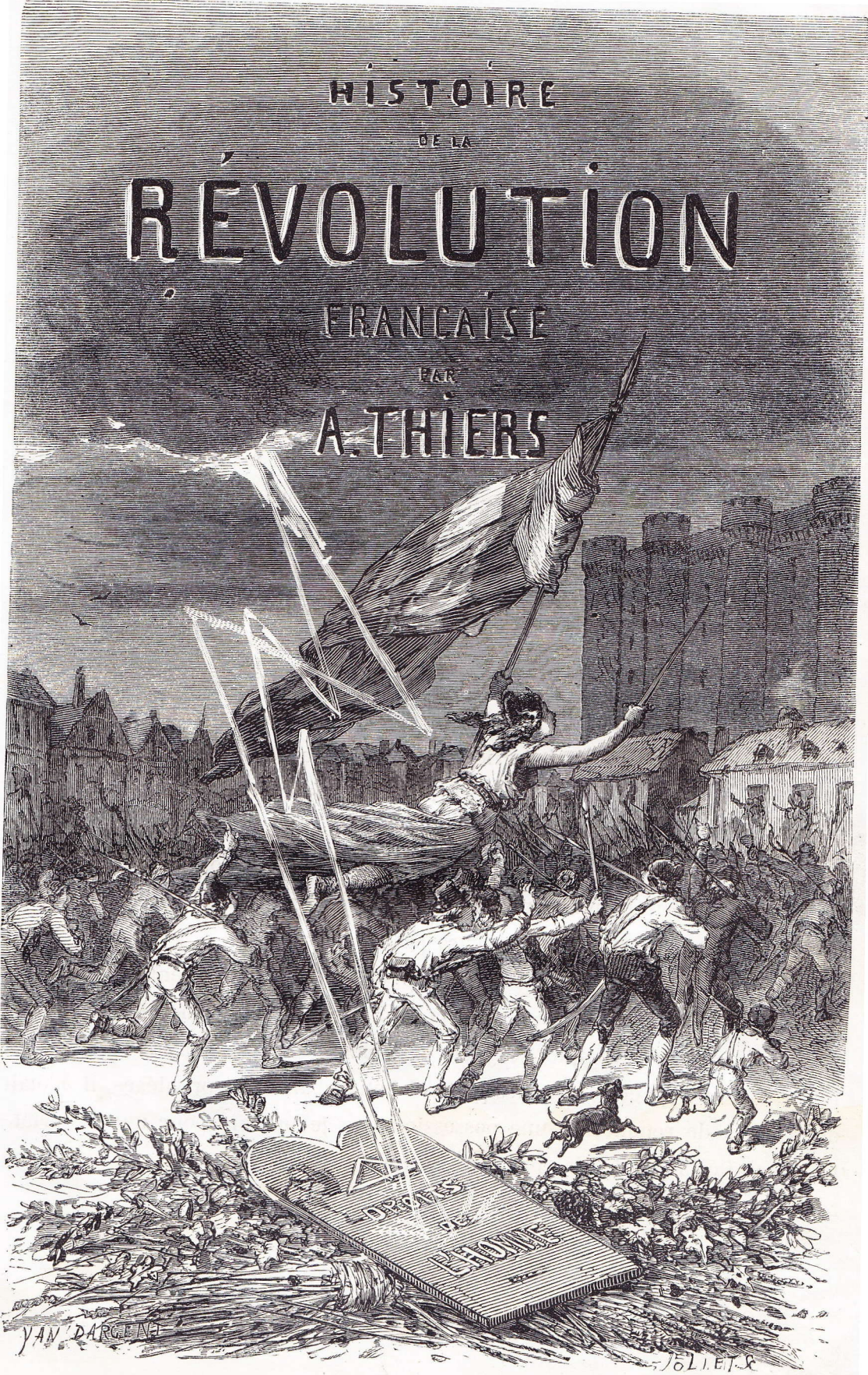
Robespierre, poursuivant son ouvrage, ne manquait pas d'être présent à chaque séance d'épuration. Le tour de Clootz arrivé, on l'accuse de liaisons avec les banquiers étrangers Vandeniver. Il essaye de se justifier; mais Robespierre prend la parole. Il rappelle les liaisons de Clootz avec les girondins, sa rupture avec eux par un pamphlet intitulé : *Ni Roland ni Marat*, pamphlet dans lequel il n'attaquait pas moins la Montagne que la Gironde ; ses exagérations extravagantes, son obstination à parler d'une république universelle, à inspirer la rage des conquêtes, et à compromettre la France auprès de toute l'Europe. « Et comment M. Clootz, ajoute Robes-« pierre, pouvait-il s'intéresser si fort au « bonheur de la France, lorsqu'il s'intéressait « si fort au bonheur de la Perse et du Mono-« motapa? Il est une dernière crise dont il « pourra se vanter. Je veux parler du mou-« vement contre le culte, mouvement qui, « ménagé avec raison et lenteur, aurait pu de-« venir excellent, mais dont la violence pou-« vait entraîner les plus grands malheurs... « M. Clootz eut avec l'évêque Gobel une con-« férence de nuit... Gobel donna parole pour « le lendemain, et il vint, changeant subite-« ment de langage et d'habit, déposer ses « lettres de prêtrise... M. Clootz croyait que « nous serions dupes de ces mascarades. Non, « non ; les jacobins ne regarderont jamais « comme un ami du peuple ce prétendu sans-« culotte, qui est Prussien et baron, qui pos-« sède cent mille livres de rente, qui dîne « avec les banquiers conspirateurs, et qui est, « non pas l'orateur du peuple français, mais « du genre humain. »

Clootz fut exclu sur-le-champ de la société ; et sur la proposition de Robespierre, on décida qu'on chasserait sans distinction tous les nobles, les prêtres, les banquiers et les étrangers.

A la séance suivante vint le tour de Camille Desmoulins. On lui reprochait sa lettre à Dillon et un mouvement de sensibilité en faveur des girondins. « J'avais, dit Camille, j'avais « cru Dillon brave et habile, et je l'ai dé-« fendu. Quant aux girondins, j'étais à leur « égard dans une position particulière. J'ai « toujours aimé et servi la république, mais « je me suis souvent trompé sur ceux qui la « servaient ; j'ai adoré Mirabeau ; j'ai chéri « Barnave et les Lameth, j'en conviens; mais « j'ai sacrifié mon amitié et mon admiration « dès que j'ai su qu'ils avaient cessé d'être « jacobins. Une fatalité bien marquée a voulu « que de soixante révolutionnaires qui avaient « signé mon contrat de mariage, il ne me « restât plus que deux amis, Danton et Ro-« bespierre. Tous les autres sont émigrés ou « guillotinés. De ce nombre étaient sept des « vingt-deux. Un mouvement de sensibilité « était donc bien pardonnable en cette occa-« sion. J'ai dit, ajoute Desmoulins, qu'ils mou-« raient en républicains, mais en républicains « fédéralistes; car, je vous l'assure, je ne « crois pas qu'il y eût beaucoup de royalistes « parmi eux. »

On aimait le caractère facile, l'esprit naïf et original de Camille Desmoulins. « Camille « a mal choisi ses amis, s'écrie un jacobin; « prouvez-lui que nous savons mieux choisir « les nôtres en le recevant avec empresse-« ment. » Robespierre, toujours protecteur de ses vieux collègues, mais en gardant cependant un ton de supériorité, défend Camille Desmoulins. « Il est faible et confiant, dit-il, « mais il a toujours été républicain. Il a aimé « Mirabeau, Lameth, Dillon; mais il a lui-« même brisé ses idoles dès qu'il a été dé-

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
PAR
A. THIERS



Paris. — J. Claye, imp.

Furne et Ce, éditeurs.

HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE

TOME PREMIER